

JEAN-CHRISTOPHE NOTIN

LE CROCODILE ET LE SCORPION

La France et la Côte d'Ivoire
(1999-2013)



éditions du
ROCHER

LIGNES DE FEU

LE CROCODILE ET LE SCORPION

Du même auteur

Essais historiques

1 061 Compagnons, histoire des Compagnons de la Libération (Perrin, 2000)

La campagne d'Italie, les victoires oubliées de la France (Perrin, 2002)

Les vaincus seront les vainqueurs, la France en Allemagne (Perrin, 2004)

Leclerc (Perrin, 2005)

Foch (Perrin, 2008)

Le général Saint-Hillier, de Bir-Hakeim au putsch d'Alger (Perrin, 2009)

La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (Fayard, 2011)

La vérité sur notre guerre en Libye (Fayard, 2012)

Romans

Otage@bagdad (Privé, 2007)

Nom de code : la Murène (Seuil, 2008)

JEAN-CHRISTOPHE NOTIN

Le crocodile et le scorpion

La France et la Côte d'Ivoire
(1999-2013)

Collection « LIGNES DE FEU »
Dirigée par Daniel Hervouët

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés pour tous
pays.

© Éditions du Rocher, 2013.

ISBN : 978-2-268-07548-8

ISBN pdf : 978-2-268-08392-6

Abréviations

ADO :	Alassane Dramane Ouattara
ALAT :	Aviation légère de l'armée de terre
APO :	Accords politiques de Ouagadougou
BATLIC :	Bataillon Licorne
BC :	Bataillon de chasseurs
BCA :	Bataillon de chasseurs alpins
BCEAO :	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BIMa :	Bataillon d'infanterie de marine
BPC :	Bâtiment de projection et de commandement
CCI :	Centre de commandement intégré
CCLIA :	Compagnie de commandement et de logistique inter-armées
CECOS :	Centre de commandement des opérations de sécurité
CEDEAO :	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEI :	Commission électorale indépendante
CEMA :	Chef d'État-Major des Armées
CICR :	Comité International de la Croix-Rouge
CNSP :	Comité national de salut public
COIA :	Centre opérationnel interarmées
COMANFOR :	Commandant de force
COS :	Commandement des opérations spéciales
CPA :	Commando parachutiste de l'air
CPC :	Comité permanent de consultation
CPCO :	Centre de planification et de conduite des opérations
CPI :	Cour pénale internationale

DETALAT :	Détachement de l'ALAT
DGSE :	Direction générale de la sécurité extérieure
DO :	Direction des opérations
DR :	Direction du renseignement
DRM :	Direction du renseignement militaire
ECOMOG :	Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group
FAFN :	Forces armées des forces nouvelles
FANCI :	Forces armées nationales de Côte d'Ivoire
FESCI :	Fédération estudiantine et scolaire de la Côte d'Ivoire
FPI :	Front populaire ivoirien
FRCI :	Forces républicaines de Côte d'Ivoire
GCP :	Groupement des commandos parachutistes
GIGN :	Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale
GTI :	Groupe de travail international
GTIA :	Groupement tactique interarmes
HCR :	Haut commissariat aux réfugiés
IMEX :	Immediate Extraction
MICECI :	Mission de la CEDEAO en Côte d'Ivoire
MINUCI :	Mission des Nations unies en Côte d'Ivoire
MINUL :	Mission des Nations unies au Libéria
MJP :	Mouvement pour la justice et pour la paix
MPCI :	Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire
MPG :	Matériel polyvalent du génie
MPIGO :	Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest
OMS :	Organisation mondiale de la santé
ONUCI :	Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire
PDCI :	Parti démocratique de Côte d'Ivoire
PHM :	Peloton hélicoptère mixte
PNUD :	Programme des Nations unies pour le développement
RDR :	Rassemblement des républicains de Côte d'Ivoire
RECAMP :	Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix
REP :	Régiment étranger de parachutistes
RHC :	Régiment d'hélicoptères de combat
RICM :	Régiment d'Infanterie de chars de marine

ABRÉVIATIONS

RIMa :	Régiment d'infanterie de marine
RPIMa :	Régiment parachutiste d'infanterie de marine
RTI :	Radiodiffusion Télévision ivoirienne
TCD :	Transport de chalands de débarquement
UE :	Union européenne
UEMOA :	Union économique et monétaire ouest africaine
VAB :	Véhicule de l'avant blindé
VBL :	Véhicule blindé léger
VBRG :	Véhicule blindé à roues de la gendarmerie
VLRA :	Véhicule léger de reconnaissance et d'appui
VTLR :	Véhicule de transport logistique avec remorque

Derrière la vitrine, un crocodile et un scorpion

C'est l'histoire d'un scorpion qui voulait traverser un fleuve. Ne sachant pas nager, il hèle un crocodile flottant non loin pour lui demander son aide. Le batracien dit son embarras : il aimerait bien rendre service, mais il est certain de se faire piquer par l'insecte qui jure de n'en rien faire, et pour cause, cela lui coûterait la vie. Le crocodile se laisse convaincre, prend la direction de l'autre rive quand, au milieu du guet, son passager le transperce. Sur le point de succomber, il se retourne, incrédule, vers le scorpion qui lui lance, contrit : « Je suis désolé, c'est l'Afrique ! »

L'histoire est sans doute l'une des plus répandues sur le continent, chaque pays l'adaptant à sa manière. Souvent au grand dam de ses habitants, elle est volontiers servie par les Occidentaux pour illustrer la fatalité qui condamnerait l'Afrique au marasme. Depuis l'Indépendance en 1960, elle pourrait tout aussi bien imaginer les relations de la France avec la Côte d'Ivoire, celle de deux partenaires partageant un même destin de plus en plus contrasté. Il y a encore une vingtaine d'années, la Côte d'Ivoire était présentée comme la vitrine de l'Afrique française, l'appartement témoin d'une décolonisation réussie. Désormais, comme l'écrit le journaliste Ibrahima Signate, elle serait « la vitrine brisée de l'Afrique francophone »¹. Quatre crises majeures, il est vrai, se sont succédé entre-temps, franchissant chacune un cran dans la violence, faisant de plus en plus ressembler le pays à ses voisins d'un continent marqué par deux cents coups d'État depuis 1960, trente-cinq guerres rien que dans l'Afrique sub-saharienne².

La recherche des causes peut paraître une gageure. Car, avec une antériorité certaine sur la vague complotiste née le 11 septembre 2001,

la Côte d'Ivoire est le pays du billard à cinq bandes. Chaque événement est analysé, décortiqué, relu, réécrit, passé à la moulinette de dizaines de rumeurs. Pourtant, là comme ailleurs, la simplicité devrait guider les raisonnements. La mise à l'index d'un bouc émissaire ou, en l'occurrence du scorpion, celui par qui le malheur arrive, est presque un sport national. Pour les adorateurs de la repentance, le coupable est tout trouvé : c'est forcément la France, tirant les fils d'un système néocolonial, succédané de cette Françafrique dont ils ont eux-mêmes inventé le terme. Cette vision est à la fois caricaturale et étonnamment méprisante puisqu'elle repose sur le paradigme que, hier comme aujourd'hui, les Africains seraient dans l'incapacité de faire prévaloir leurs droits et leurs volontés. Or, au jeu de qui connaît mieux l'autre, n'importe qui aura un temps vécu en Afrique pourra témoigner que ses habitants – et les Ivoiriens en sont le meilleur exemple – sont de redoutables analystes de la pensée française quand le mode de fonctionnement des sociétés locales reste souvent hermétique aux Français.

Le scorpion serait donc la Côte d'Ivoire ? Réduire le rôle de la France à celui d'une victime serait tout aussi malvenu. Dans un des derniers pays au monde où les fables de La Fontaine peuvent être récitées dans la langue originelle en pleine brousse, à des lieues de toute contagion médiatique, Paris ne saurait s'exonérer de toute influence. La décolonisation n'a pas été à Abidjan un point final, mais un trait d'union qu'aucun des dirigeants successifs, d'Houphouët-Boigny à Ouattara, en passant par Gbagbo, n'a vraiment remis en cause. Peut-être viendra le jour où le père de famille ivoirien ne considérera plus comme un symbole de réussite l'installation de ses enfants à Paris plutôt qu'à New York. D'ici là, il revient à la France d'assumer sans gêne son passé et d'être sûre de ses aspirations. Les crises de 1999, 2002 et 2004 ont en effet démontré que l'indécision la conduisait à chaque fois à endosser la panoplie du crocodile ou du scorpion. Parce qu'elle va survenir sous des auspices nouveaux, celle de 2011 lui permettra de faire mentir le vieux conte africain.

I

La Françafrique bogue à l'an 2000

Le 23 décembre 1999, la France et la Côte d'Ivoire sont tels ces parents apprenant que leur enfant modèle, qui portait tous leurs espoirs, est en train de commettre un casse. En dépit des secousses ayant affecté la plupart de ses voisins, nul ne pouvait croire qu'Abidjan se réveillerait un jour avec la gueule de bois d'un coup d'État, elle qui n'en avait encore jamais connu les affres. Futur chef d'état-major de la marine, le capitaine de vaisseau Bernard Rogel assure l'intérim du chef de cabinet du chef d'État-Major des Armées, le général Jean-Pierre Kelche : « Nous étions allés à Abidjan quelques mois auparavant. Tout le monde présentait le pays comme un modèle, où il ne se passerait rien. Si bien qu'à l'éclosion des troubles en décembre, l'attaché de défense m'a certifié qu'il ne s'agissait que de tirs isolés... »^{III} Difficile au début d'en savoir plus ; des hommes en armes circuleraient dans la ville. « À vrai dire, souligne de même l'amiral Patrick Hébrard, alors adjoint du chef du centre opérationnel inter-armées (COIA), boulevard Saint-Germain¹, on se préparait beaucoup plus à gérer le bug de l'an 2000, l'Erika et la tempête du siècle »^{IV}.

Le chef du COIA, le général Delort, est ainsi parti en vacances à l'instar de la plupart des autorités françaises. Le président de la République, Jacques Chirac, est à Taroudant, le Premier ministre, Lionel Jospin, en Égypte. Alors chef d'État-Major particulier à l'Élysée, le général Henri Bentégeat rentre du Maroc pour rejoindre immédiatement la cellule de crise mise en place au Quai d'Orsay avec

1. Ancêtre de l'actuel Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO).

les représentants de la Défense et de la Coopération, et n'en sortira qu'au bout de quelques jours. C'est vers elle en effet que convergent toutes les instructions d'une crise essentiellement gérée, par la force des choses, au téléphone.

L'ambassadeur à Abidjan, Francis Lott, est le mieux placé qui rapporte que le président ivoirien, Henri Konan Bédié, l'a rassuré à plusieurs reprises : il ne s'agirait que d'une mutinerie. Ainsi celui-ci croit-il pouvoir se donner une nuit de réflexion qui finit par ressembler à celle des Longs Couteaux. À 2 h 30, le palais est aux insurgés ; à 4 heures, l'aéroport tombe. En Côte d'Ivoire, cela sera toujours le signal d'alarme. Sans aéroport en effet, Paris ne peut plus évacuer ses ressortissants qui, à l'époque, sont encore plus de vingt mille. Le lendemain, Bédié, suivi par une trentaine des siens, mais lâché par sa garde personnelle, vient demander refuge à l'ambassade de France après avoir échoué à négocier. Il y réclame une « aide logistique » pour « rétablir la légalité constitutionnelle »^v.

Une journée aurait donc suffi à rayer d'un trait quarante ans idylliques ? Parce que les putschistes s'avèrent pour la plupart d'anciens de la MINURCA², qui ont cédé à la colère de ne pas avoir été payés, la tentation pourrait exister de ne voir dans le renversement de l'héritier de Félix Houphouët-Boigny qu'une poussée de colère corporatiste, voire le seul rejet de la personne de Bédié. D'aucuns à Paris y céderont, se voilant la face sur la vraie situation d'un pays en réalité en crise larvée depuis une dizaine d'années. En novembre, le ministre de la Coopération Charles Josselin avait dit la « très grande préoccupation » de la France face aux « tensions graves » en Côte d'Ivoire. Quatre mois plus tôt encore, l'ambassadeur Lott avait aussi mis en garde : « le débat politique dérape et menace les fondements de la stabilité de l'État ». Le putsch sanctionne de fait avec six ans de retard la fin de l'houphouëtisme glorieux, même si souvent ses errements en avaient été volontairement gommés. Le « vieux sage » n'a pas été une main de fer dans un gant de velours, mais une main de velours, qui lui sert à payer toutes les ethnies, dans un gant de fer, qui réprime les oppositions sévèrement, et sans réaction de

2. Mission des Nations unies en République centrafricaine.

Paris, comme en 1963, à l'intérieur du parti unique, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI)³, ou en 1970, lors de la révolte des Bété, une ethnie de l'ouest⁴. User des dividendes du cacao et des nominations pour rassasier toutes les ethnies de francs CFA et de prestige, telle est l'infailible recette de stabilité de ce fin calculateur entré dans la politique comme allié des communistes et virulent nationaliste, pour s'y maintenir comme héraut de l'anti-communisme, et non moins fervent partenaire de la France dont il fut sept mois ministre sous les IV^e et V^e républiques. Sur le plan économique, Houphouët colle au fond à la logique qui voudrait que tout pays aussi bien loti pour l'agriculture et doté en ressources naturelles que la Côte d'Ivoire⁵, prospère pour le bien de sa population. Mais il ne se contente pas de cueillir ce que le pays produit naturellement. Il lance un très ambitieux plan d'infrastructures pour permettre à la Côte d'Ivoire de l'acheminer jusqu'au golfe de Guinée et de là, l'exporter. D'où pléthore de ponts, routes, ports et aéroports. Avec lui, la Côte d'Ivoire change d'ère comme en atteste le *skyline* sur la lagune Ébrié : des immeubles modernes, des villas cossues pour les dirigeants ivoiriens, l'hôtel *Ivoire* et ses vingt-quatre étages, sept cents chambres et... une patinoire, la seule en Afrique, quarante ans avant la piste de ski à Dubaï. Mais le pays est aussi un eldorado pour les descendants des anciens colons qui voient en lui des espoirs de prospérité révolus en métropole. Ou comment une terre indépendante accueille dans les années 1980 trois fois plus de citoyens de son ancienne puissance dominatrice que pendant la colonisation ! 45 000 Français !

L'économie ivoirienne toutefois est telle un Gargantua jamais rassasié. À force de défricher pour produire toujours plus de cacao

3. Créé le 9 avril 1946 par Félix Houphouët-Boigny.

4. Les chiffres de victimes fluctuent de quelques centaines à plusieurs milliers, qu'il faut toutefois mettre en face de celles qui sont de la responsabilité du leader étudiant, Gnagné Kragbé, et de ses sbires, aux méthodes les plus sordides, Kragbé expliquant que « le sang parle mieux aux masses, car c'est le langage de la politique » (http://www.leconservateur.net/leconservateur_1NKragbe.html).

5. Du nickel et du manganèse dans le centre, de l'or et des diamants dans l'ouest, du cuivre et du mercure dans le nord, du chrome et de la bauxite un peu plus au nord encore. Sans compter le pétrole, présent dans ses sous-sols et off-shore.

– dix fois plus en trente ans – le pays dépend trop des cours de la fève qui finissent par chuter de moitié sous l’effet d’un excès d’offre. En 1987, il se déclare insolvable. Houphouët engage un bras de fer avec le marché en bloquant la production ivoirienne. Mais un an plus tard, c’est lui qui cède aux injonctions internationales en abaissant drastiquement le prix qu’il garantissait aux planteurs. Le pays est exsangue, Houphouët nomme un gestionnaire pour Premier ministre, Alassane Dramane Ouattara, qui applique les recettes de libéralisme apprises au FMI dont il était l’un des directeurs à Washington, en mettant fin à quelques privilèges anachroniques accordés aux fonctionnaires, en privatisant, en coupant dans les droits sociaux. « L’ambiance était assez triste, celle de la fin d’une ère, témoigne Bernard Diguët, alors conseiller technique au cabinet du ministre des Finances Daniel Kablan Duncan. La page Houphouët, glorieuse, du boom économique alimenté au cacao et au café, s’achevait »^{vi}. La Côte d’Ivoire est percluse de dettes que la France ne veut plus payer. Le peuple commence à subir les conséquences d’une économie tournant au ralenti ; il crie « Au voleur ! » « Le dilemme était le suivant, résume Diguët : soit la Côte d’Ivoire acceptait la dévaluation du franc CFA, soit la France ne payait plus les échéances de ses crédits ». Le mécontentement monte et trouve en l’opposant, leader du Front populaire ivoirien (FPI), Laurent Gbagbo, un porte-voix multiple : fonctionnaire (professeur d’histoire), socialiste, bété. Sous la pression de la France, mais aussi du contexte international – la chute du Mur lui ôte le prétexte de préserver le calme dans le camp de l’ouest pour justifier son autoritarisme –, Houphouët instaure le multipartisme le 30 avril 1990. Mais cela ne saurait calmer la contestation face aux mesures de redressement impulsées par Ouattara. Le 18 mai 1991, des parachutistes, aux ordres du colonel Guéï, font une descente dans un fief de l’opposition à Yopougon, un quartier populaire d’Abidjan : Houphouët refuse de sanctionner l’officier. Le 18 février suivant, une vaste manifestation d’opposition dégénère : Laurent Gbagbo et sa femme Simone, ainsi que des dizaines de participants, sont cette fois jugés et incarcérés. Houphouët amnistie six mois plus tard l’opposant condamné à deux ans de prison, mais le régime ne se redressera jamais.

La crise économique dope les tensions interethniques d'un pays à la géographie singulière qui le fait ressembler à un carré, lui-même divisé en quatre parts dont chacune se prolonge bien au-delà des frontières dessinées par la colonisation : au sud-ouest, les Krou appartiennent tout autant au Libéria qu'à la Côte d'Ivoire, comme au sud-est, les Akan majoritaires (dont les Baoulés, ethnie d'Houphouët) au Ghana. Au nord-est, les Senoufos débordent très largement au Ghana, au Bénin, un peu au sud du Mali, et au Burkina, de même qu'au nord-ouest, les Malinké se partagent entre le Libéria, la Sierra Leone, la Guinée et le Mali^{vii}. À cet agrégat d'ethnies, ferment de conflits comme partout en Afrique, s'est combinée une donnée, elle, bien spécifique à la Côte d'Ivoire, l'explosion de l'immigration qui ne va pas tarder à représenter un quart de la population. D'origine essentiellement burkinabée, elle a fait passer les musulmans devant les chrétiens (40 % contre 30 %), mais surtout, elle a engendré bien des jalousies. Tout à la ferveur d'un pays prospère, Houphouët a en effet accordé aux immigrés non seulement la propriété des terres qu'ils sont venus cultiver, mais le droit de vote. La crise s'installant, les Ivoiriens en viennent à crier au vol dans le premier cas, au « bétail électoral »^{viii} dans le second.

L'hostilité envers les étrangers a certes eu des précédents dans des périodes plus heureuses. Avant la seconde guerre mondiale, était ainsi apparue une « association de la défense des intérêts des autochtones de Côte d'Ivoire » ; en 1958, des milliers de Dahoméens, accusés d'accaparer certains emplois, et d'ailleurs souvent appelés les « juifs errants de l'AOF », ont été expulsés après des pogroms dans Abidjan. La nouvelle poussée de racisme à la fin du xx^e siècle, qui n'est pour beaucoup que la conséquence de la faillite économique, devient cependant, imperturbablement, le déclencheur d'un bouleversement politique. Car la classe politique ivoirienne doit se faire à une évidence de plus en plus probante avec les années : le vote répondant encore majoritairement à des réflexes identitaires, celui qui aura le plus de chances de succéder un jour à Houphouët est celui vers qui se porteront les voix inéluctablement majoritaires des « dioulas », ces musulmans du nord : le Premier ministre Alassane Ouattara, originaire de la même région, qui, tel Édouard Balladur à la même

période en France, se pique d'accéder, lui le grand serviteur de l'État, au pouvoir suprême. L'ancien haut fonctionnaire international ne cache pas ses ambitions, jusqu'à tenter un coup de force à la mort d'Houphouët, le 7 décembre 1993⁶. La disparition d'un leader d'un tel charisme ne pouvait qu'engendrer des turbulences. La Constitution avait certes été modifiée trois ans plus tôt pour y pallier, en prévoyant que le président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, achèverait le mandat, en l'occurrence jusqu'en octobre 1995. Mais elle indique aussi que le Premier ministre peut suppléer le président de la République en cas d'absence du territoire national. Nommé en 1990, Ouattara l'a déjà fait à de nombreuses reprises lors des voyages du « Vieux » à l'étranger. Il fait comprendre le 8 décembre qu'il ne présentera pas la démission de son gouvernement et demande à la Cour suprême de constater la « vacance »^{ix} de la présidence. Veut-il prendre le pouvoir ? Empêcher simplement Bédié de s'en emparer ? Il s'en défendra plus tard : « Cela ne correspondait pas du tout à mes principes moraux et politiques »^x. Pour lui toutefois, ce n'est que le préambule d'un long combat politique dont il ne doute pas de l'issue heureuse. L'avocat français Jean-Paul Benoit en atteste : « il m'a toujours dit que si les élections n'étaient pas truquées, le rapport de forces était en sa faveur pour de multiples raisons et qu'il serait donc un jour président de la République de son pays »^{xi}. L'ancien directeur de cabinet du ministre français de la Coopération est encore l'un des rares amis du Premier ministre à Paris où sa cote est faible. Trop américain pour la gauche, en raison de sa politique libérale, il est peu apprécié par Jacques Chirac, en premier lieu parce qu'il s'oppose à Bédié, présenté comme l'héritier d'Houphouët, qu'il a tant aimé, et même s'il n'entretient guère d'illusions au sujet de ce dernier : « Il disait sans cesse qu'il était "inerte" »^{xii}, témoigne Michel de Bonne-corse, son conseiller Afrique à l'Élysée dans les années 2000. Ensuite, c'est une affaire privée qui a déplu au président du RPR. Ouattara a causé un immense chagrin au « Vieux » en se mariant avec celle dont il était très proche, la Française Dominique Nouvion. « Chirac, relate l'un de ses conseillers, a vu Houphouët pleurer à l'hôtel de ville de

6. Date officielle. Il semblerait qu'il soit mort plus tôt.

Paris en évoquant la rupture qu'il venait de vivre »^{xiii}. Ce remariage – Ouattara avait épousé une Américaine en premières noces – lui vaut, cette fois en Côte d'Ivoire, d'autres acrimonies : divorcée d'un professeur, son épouse a fait fortune dans l'immobilier et compte dans ses meilleures relations plusieurs personnalités influentes, à Abidjan comme à Paris, dont Martin Bouygues, présent à son mariage à la mairie du 16^e arrondissement en 1991. Faisant fi des critiques, Ouattara prend un peu plus d'étoffe en créant en 1994 le rassemblement des républicains (RDR) avec les « rénovateurs » trop à l'étroit dans le poussiéreux parti unique. Le contexte lui est favorable puisque Bédié a le courage de s'atteler à la dévaluation du franc CFA qu'Houphouët repoussait sans cesse au lendemain. Effective le 12 janvier 1994, la mesure fait grimper les prix de première nécessité tandis que les revenus dégringolent.

L'arme finalement brandie par les opposants de Ouattara pour lui barrer la route témoignent ou de leur inconscience ou de leur insondable ambition. En exhumant l'« ivoirité », Bédié ne semble guère plus justifier son surnom de « Bouddha de Daoukro » (sa ville natale) si ce n'est par son indolence si souvent exaspérante pour ses interlocuteurs français. Il invoque pour prétexte d'offrir au pays une nouvelle ambition nationale après le traumatisme de la mort d'Houphouët. « Ce que nous poursuivons, déclare-t-il en 1995, c'est bien évidemment l'affirmation de notre personnalité culturelle, l'épanouissement de l'homme ivoirien dans ce qui fait sa spécificité, ce que l'on peut appeler son "ivoirité" »^{xiv}. Sauf que le concept, de ciment, comme le voulait aussi son inventeur dans les années 1970, le jeune chercheur Niangoranh Porquet, va devenir le dissolvant de la nation ivoirienne. Foin de sagesse africano-asiatique dans la manipulation de cette idée nauséabonde, qui aboutit à proposer comme solution expéditive aux tourments du pays de retirer tout bonnement aux immigrants leurs droits afin de les donner aux Ivoiriens. La méthode est diabolique puisque, sous couvert de remédier à une partie des souffrances de ses concitoyens, Bédié écarte de la route son principal concurrent aux élections présidentielles. Il est vrai que dénier à son adversaire la nationalité qu'il prétend détenir est un classique dans le continent aux frontières souvent arbitraires. Omar Bongo se voyait reprocher d'être

plus congolais que gabonais pour être né dans le Haut-Ogooué alors situé au Congo. Même Houphouët a été soupçonné de ne pas être ivoirien, car si sa mère était assurément baoulé de Yamoussoukro, son père aurait été guinéen d'origine. Le dossier de Ouattara est certes plus consistant. Le Français Bernard Diguët se souvient de l'exclamation de sa secrétaire ivoirienne à son sujet : « Oui, il a remis le pays en marche, mais jamais nous n'accepterons d'être dirigés par un Burkinabé ! »^{xv} L'ancien Premier ministre a contre lui d'avoir vécu une partie de sa jeunesse de l'autre côté de la frontière, de s'être vu offrir une bourse d'études aux États-Unis par le gouvernement de Ouagadougou, enfin d'avoir bénéficié d'un passeport burkinabé. Comment ne le serait-il pas alors ? Pendant des années, Ouattara s'escrimera à rappeler que sa nationalité burkinabée n'a tenu qu'à des circonstances particulières, comme celui auquel il la doit, le président du Burkina Faso depuis 1987, l'explique à l'ambassadeur français à Ouagadougou, Maurice Portiche : « La région dont est originaire Ouattara, raconte Blaise Compaoré, faisait partie du même pays que le mien. Et puis grâce à ce passeport, il avait beaucoup plus d'espoir d'accéder à des responsabilités dans les instances internationales ». Des quotas nationaux y régissent en effet la répartition des postes. Avec une nationalité burkinabée peu usitée, Ouattara augmentait ses chances d'être retenu. D'autre part, les Burkinabés jouissent d'une réputation d'excellents gestionnaires – le pays est pauvre, mais son budget bien tenu. « Et il faut bien noter, souligne à son tour l'ambassadeur Portiche, que jamais ce passeport n'a empêché Houphouët de nommer Ouattara Premier ministre ! »^{xvi} Bédié, lui, démontre sa faiblesse en le brandissant comme une incongruité. La manœuvre aurait pu être inoffensive dans une société apaisée. Elle est désastreuse à l'heure de toutes les rancoeurs. À travers Ouattara, c'est l'ensemble de la communauté musulmane qui est portée à la vindicte. Après rapport du panel d'intellectuels consultés pour la forme en décembre 1994, le gouvernement, reniant ses engagements, supprime le droit de vote aux immigrés et impose aux candidats à la présidentielle d'être nés de père et de mère ivoiriens, de n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne et d'avoir résidé en Côte d'Ivoire les cinq années précédentes. Difficile de faire portrait plus fin de

Ouattara qui vit alors à Washington... Le chef du RDR contre-attaque en faisant alliance avec son homologue du FPI, Laurent Gbagbo, dans un « Front républicain » qui appelle au boycott des premières élections présidentielles du pays. Seul candidat de poids, Bédié obtient 96 % des voix en septembre 1995, son parti, le PDCI, prenant la majorité des sièges à l'Assemblée. Des manifestations de protestation ont lieu à Abidjan, le général Guéï, qui refuse de les réprimer, est limogé.

Paris reste stoïque. Au nom d'une amitié assumée, Jacques Chirac, élu entre-temps à l'Élysée, se permet certes de reprocher à Bédié son comportement à l'égard de Ouattara^{xvii}. De même, « des messages lui ont été transmis pour le faire revenir sur ses décisions, relate Michel Roussin, ancien ministre de la Coopération. Mais ils n'ont pas abouti »^{xviii}. L'ivoirité est un test pour la relation franco-ivoirienne. Comment le gouvernement et l'opposition français pourraient-ils tolérer à Abidjan ce qu'ils dénoncent chaque jour comme un fascisme lancinant chez le président du Front national à Paris ? L'avènement au pouvoir de la Majorité plurielle en juin 1997 produit une situation kafkaïenne. Le Parti socialiste, qui réclame ardemment la fin de la Françafrique, donne d'emblée le ton. Au mois d'octobre suivant, à Brazzaville, terre sacrée du gaullisme flamboyant, le président Lissouba requiert l'aide des troupes françaises pour mâter les milices de Sassou-Nguesso : Paris la lui refuse. Fini le temps d'Alain Peyrefitte, déclarant en 1964, alors ministre du général de Gaulle : « Il est intolérable que n'importe quel palais présidentiel et ses occupants soient à la merci de quelques excités armés de fusils. Les accords avec la France permettent de se prémunir contre de tels risques »^{xix}. De 1960 à 1964, pas moins de douze interventions militaires ont été menées par la France. Le président congolais, lui, est obligé de plier bagages. Inspiré sans doute par les catastrophes récentes du Rwanda et de la Somalie, Lionel Jospin adapte à l'Afrique le « ni-ni » mitterrandien sur les privatisations : ni ingérence, ni indifférence⁷. Or, comme en arithmétique, deux moins en politique valent souvent un

7. La dernière intervention de la France en Afrique date donc de mai 1996 quand elle a aidé Ange-Félix Patassé à se maintenir au pouvoir à Bangui.